



CGT Finances Publiques Aveyron

CTL du 09/01/2017

Ordre du jour

1. Approbation du procès verbal du CTL du 07 novembre 2016

Vote POUR à l'unanimité.

2. Compétences croisées Aveyron / Lozère : suivi clientèle CDC / TIPCE

La DDFIP de l'Aveyron prendra en charge l'activité «chargé de clientèle» de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) de la DDFIP de la Lozère qui deviendra, elle, compétente pour le remboursement aux agriculteurs des Taxes intérieures sur la consommation de produits énergétiques (TICPE) pour les deux Directions.

Pour la CGT c'est le signe que l'échelon départemental ne sera plus la base de l'organisation de notre direction. Les missions peuvent être éparpillées sur la région au gré des volontés des directeurs.

Vote CONTRE des 3 organisations syndicales.

3. Présentation du nouvel outil « Accueil personnalisé sur rendez-vous »

L'expérimentation d'une réception physique, uniquement sur rendez-vous, est mise en œuvre au SIP de Rodez. Elle consiste en une prise de rendez-vous pour les usagers se présentant dans les trésoreries de Baraqueville-Naucelle, du Levezou, de Marcillac-Vallon et du Ségala Méridional, avec le SIP de Rodez pour une question complexe. L'agent de la trésorerie accédera à un agenda partagé qu'il annotera des coordonnées de l'usager. Le SIP de RODEZ rappellera ce dernier pour valider le besoin de rendez-vous et le fixer sur les plages préalablement ouvertes dans l'application dédiée.

La difficulté pour le SIP de RODEZ sera de gérer les deux flux d'accueil (le classique et le sur rendez-vous) à effectif constant.

4. Service de Publicité Foncière de Villefranche : point d'étape

Au 16/01/2017, le SPF de Villefranche n'existe plus et devient le SPF de RODEZ 2 avec comme adresse avenue du 8 mai à RODEZ ; les agents du service restent physiquement sur le site de Villefranche jusqu'au 31/08/2017. Certains aspects de fonctionnement (création et enregistrement des dossiers papiers de RODEZ 2) restent incertains à une semaine de la disparition de Villefranche.

Site de la section accessible par INTERNET et ULYSSE :

<http://www.financespubliques.cgt.fr/12/>

Contact : cgt.ddfip12@dgfip.finances.gouv.f

Par ailleurs, une entraide expérimentale entre SPF sur les dossiers dématérialisés (téléactes) sera mise en place à compter du lundi 6 février 2017. La direction de l'Aveyron s'est portée candidate à cette expérimentation et a choisi les services de MILLAU comme SPF « aidant » et RODEZ 1 comme SPF « aidé ».

5. Fusion de la cartographie des RAN

La fusion des RAN de Villefranche et de Decazeville est effective. Les agents ont été informés en novembre 2016.

5 . Questions diverses

Suite à l'interpellation de la CGT, la direction a précisé que le bilan d'activité du SAR (service d'appui au réseau) sera fait au 1^{er} trimestre 2017.



CGT Finances Publiques Aveyron

Déclaration liminaire CTL 09/01/2017

C'est toujours avec un peu d'espoir que l'on attend le comité technique paritaire de début d'année, on est impatient de découvrir l'ordre du jour en se disant que la nouvelle année va amener son lot de bonnes nouvelles.

Mais dans notre administration on ne change pas, les vœux de bonne année sont comme le reste, ils répondent à un formalisme amer, et ressemblent plus à des oiseaux de mauvaises augures qu'à un message d'espérance.

Si pour notre directeur le monde change, pour nous les exécutants il ne change pas, au menu on nous propose :

- Fermeture de services : les petits SPF, les petits SIP, les petites trésoreries....
- Abandon de mission : accueil du public.

Notre grand timonier s'attaque aux petits en priorité, la nouveauté cette année c'est la Lozère, on commence à leur prendre un service, il faut dire que c'est le plus petit département Français en terme de population, une cible de choix donc.

Et puis, on pourra toujours dire que ce n'est pas nous qui avons commencé puisque le Tarn nous a pris le service des Domaines, finalement on est toujours le petit de quelqu'un.

Toutes ces propositions, qui sont en fait des décisions puisque nous ne pouvons pas les modifier, ni même les aménager, obéissent à une même logique managériale. Notre directeur s'en est fait le VRP ou plutôt l'ambassadeur cela correspond mieux au standing de notre n°1. Ce management contemporain est caractérisé par un pilotage par les chiffres et une mise en concurrence des services. Il réduit la possibilité de faire une activité intéressante, socialement utile et performante. On joint l'inutile au désagréable, l'activité n'est alors plus génératrice de sens. Pour être bon, il suffit d'atteindre l'objectif du moment, qui bien sûr change aussi sûrement que les saisons.

Travailler pour les chiffres incite à l'abandon de tâches non mesurées ou incommensurables et qui pourtant sont essentielles à la performance : construire des compétences collectives dans le temps, entretenir une mémoire individuelle et d'équipe sur les dossiers, travailler en comptant sur la confiance mutuelle des collègues et de la hiérarchie. Ces dimensions invisibles du travail abandonnées, obligent à recourir à davantage de formalisme et de bureaucratie. Il faut tout le temps se couvrir, pour nous qui le vivons au quotidien c'est du gâchis. C'est de plus générateur de souffrance et d'indignation morale. Cette contre-performance n'est jamais mesurée. Pourtant elle est vivement éprouvée et flagrante.

On pourrait attendre de quelqu'un qui se présente comme un visionnaire une meilleure prise en compte de nos demandes et de nos besoins, mais finalement est-ce que ce repli sur Rodez des services n'est tout simplement pas un aveu de faiblesse ?

Pour continuer à effectuer nos missions de service public, il faut savoir s'appuyer sur sa ressource propre, ici, le personnel et donc prendre en compte ses revendications ou ses remarques. Malheureusement, il est plus facile de succomber au chant des sirènes de Bercy et leurs cortèges de promotions, bonifications et autres plans de carrière que d'avoir le courage de s'investir au quotidien pour la survie des services publics d'un département.

Site de la section sur INTERNET ou INTRANET : <http://www.financespubliques.cgt.fr/12/>